



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**COMPTE RENDU
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille dix, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
28 Septembre 2010, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	7
Nombre de Conseillers présents	:	21
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	22 Septembre 2010
Date d'affichage du compte-rendu	:	4 Octobre 2010

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT (sauf pour la question n° 10-122), M. André BADIGNON, Adjoint, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD (sauf pour la question n° 10-122), Mme Pierrette HUET, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Maryline LEFOUL, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND, M. Johan THEURET (sauf pour la question n° 10-122), Mme Michèle BEAUDOUIN, M. Joël DESVAUX

Absents excusés : Mme Monique DAUCE, M. Henri NOËL, M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE

Absents non excusés : M. Bruno TREMAUDAN

Pouvoirs : Mme DAUCE à Mme DELAHAIS ; M. NOEL à Mme HUET ; M. LARCHER à Mme LEFOUL ; M. DENOUAL à M. LEGRAND ; Mme TREMORIN à Mme GIROUX ; Mme MOREL à M. COCHARD ; Mme SAUVEE à M. THEURET

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Odile DELAHAIS, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 10-117) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 10-118) Service de l'eau – Rapport annuel 2009 sur le prix et la qualité du service
- 10-119) Service de l'assainissement - - Rapport annuel 2009 sur le prix et la qualité du service
- 10-120) Communauté de Communes – Adoption du rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées du 05.07.10 – salle de gymnastique de Saint Domineuc
- 10-121) Effacement des réseaux aériens – Etude détaillée – Avenue de la Libération – Section Passage à niveau/chemin de Bel Air
- 10-122) Garantie d'emprunt Cinéma Chateaubriand – Modification de certaines conditions
- 10-123) Aménagement de rues – Voirie 2009 – Avenants n° 1 et 2
- 10-124) Médiathèque du pôle culturel intergénérationnel – Avenant n° 1
- 10-125) Salon des Petits Editeurs Indépendants « Les Confidentiels » - Demande de subvention
- 10-126) Modalités de versement des participations financières entre la Commune et le SPIR – Signature de la convention
- 10-127) Participation de l'Union Commerciale de Combourg et de Tinténiac pour l'emploi d'un animateur
- 10-128) Rentrée scolaire 2010-2011 – Mesures de réajustement
- 10-129) Ecole maternelle publique – Vœu pour une ouverture de classe
- 10-130) Requalification urbaine – Attribution du marché de travaux
- 10-131) Entretien du marquage au sol dans diverses rues – Programme 2010
- 10-132) Concours des Maisons Fleuries – Année 2010 – Attribution de prix
- 10-133) SPIR – Rapport annuel 2009 sur le prix et la qualité du service public d'eau potable
- 10-134) SMICTOM – Rapport annuel 2009 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets
- 10-135) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- 10-136) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 10-137) Questions orales

10-117) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Odile DELAHAIS, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance du 27 Juillet 2010 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

10-118) SERVICE DE L'EAU – RAPPORT ANNUEL 2009 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle qu'en vertu du décret n° 95-635 du 6 Mai 1995 (JO du 7 mai), les Maires sont désormais tenus de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau.

Cette disposition a pour objectif de renforcer la transparence et l'information sur ce service dans l'esprit de la loi n° 96-101 du 2 février 1995 (Article 73) dite "Loi BARNIER".

Le rapport établi par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'I. et V. (DDTM) a été transmis en Mairie par courrier en date du 1^{er} Septembre 2010.

Monsieur RUIZ, représentant VEOLIA, délégataire du service Eau Potable, est invité à présenter et commenter le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau (Exercice 2009), conformément à l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités territoriales.

Après l'exposé des intervenants et les échanges au sein de l'Assemblée, le Conseil Municipal prend acte dudit rapport annuel sur le prix et la qualité du service des eaux.

10-119) SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT – RAPPORT ANNUEL 2009 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle qu'en vertu du décret n° 95-635 du 6 Mai 1995 (JO du 7 mai), les Maires sont désormais tenus de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement.

Cette disposition a pour objectif de renforcer la transparence et l'information sur ce service dans l'esprit de la loi n° 96-101 du 2 février 1995 (Article 73) dite "Loi BARNIER".

Le rapport établi par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'I. et V. (DDTM) a été transmis en Mairie par courrier en date du 28 Juillet 2010.

Monsieur RUIZ, représentant VEOLIA, délégataire du service Assainissement, est invité à présenter et commenter le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement (Exercice 2009), conformément à l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités territoriales.

Après l'exposé des intervenants et les échanges au sein de l'Assemblée, le Conseil Municipal prend acte dudit rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement.

10-120) COMMUNAUTE DE COMMUNES – ADOPTION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFERES DU 05.07.10 – SALLE DE GYMNASTIQUE DE SAINT DOMINEUC

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, par délibération n° 102.2007, en date du 27 septembre 2007, le conseil communautaire a approuvé la modification des statuts de la Communauté de Communes en précisant notamment la compétence équipements culturels, sportifs et éducatifs à travers l'intérêt communautaire suivant :

«Relève de l'intérêt communautaire la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements sportifs à vocation unique, à savoir spécialisés dans une seule discipline sportive.»

A ce titre, et conformément à la réglementation, la salle de gymnastique de Saint-Domineuc doit être transférée à la Communauté de Communes.

Compte tenu du régime fiscal de la Communauté de Communes, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) doit procéder à l'évaluation du montant de la charge financière transférée des communes à la Communauté de Communes lors de chaque transfert de bien.

A ce titre, la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) s'est réunie le 5 juillet 2010 et a validé le rapport ci – joint.

Le coût des charges transférées sera retenu sur le montant de l'attribution de compensation de la commune de Saint-Domineuc.

Une fois adopté au sein de la CLECT, le rapport validé par cette dernière doit être obligatoirement soumis aux conseils municipaux des communes membres de l'EPCI pour validation.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » ;

Vu la délibération n°102.2007 du conseil communautaire en séance du 27 septembre 2007 relative à la modification des statuts de la Communauté de Communes ;

Vu l'article 1609 nonies C IV et V du code général des Impôts ;

Vu la validation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 5 juillet 2010,

DECIDE, à l'unanimité des membres présents et représentés,

- D'APPROUVER le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 5 juillet 2010 ainsi que le montant de la charge nette transférée à la Communauté de Communes par la commune de Saint-Domineuc, à savoir 16 020 €.

10-121) EFFACEMENT DES RESEAUX AERIENS – ETUDE DETAILLEE – AVENUE DE LA LIBERATION – SECTION PASSAGE A NIVEAU / CHEMIN DE BEL AIR.

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 09-37, en date du 23 février 2009, concernant l'effacement des réseaux aériens de la section de l'avenue de la Libération comprise entre la rue Jules Corvaisier et le chemin de Bel Air, il a été décidé de demander au SDE la réalisation de l'étude détaillée de ce secteur.

Suite à la réception de cette étude détaillée, et par délibération n° 09-189 en date du 15 décembre 2009, il a été décidé de scinder les travaux sur deux exercices comme suit :

- 1- Section Rue Jules Corvaisier au passage à niveau.
- 2- Section passage à niveau au chemin de Bel Air.

Les travaux sur la section Rue Jules Corvaisier au passage à niveau étant achevés, il convient maintenant de réaliser la section passage à niveau au chemin de Bel Air.

A ce titre, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- De réaliser les travaux d'effacement des réseaux aériens de la portion de voie définie, pour un montant total de 91 972.40 € TTC avec une participation financière de la ville de 58 285.40 €.
- D'inscrire les crédits correspondants au budget.
- De verser une participation au maître d'ouvrage à l'avancement.
- De solliciter une subvention auprès du Conseil Général.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

**10-122) GARANTIE D'EMPRUNT CINEMA CHATEAUBRIAND –
MODIFICATION DE CERTAINES CONDITIONS**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 10-110 en date du 27 juillet 2010, le Conseil municipal a accordé sa garantie à l'association LA CHATEAUBRIAND pour un prêt de 150 000 € destiné à financer des travaux d'extension de rénovation du cinéma « LE CHATEAUBRIAND ».

Suite à une demande de la Banque de Bretagne en date du 5 août 2010, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de modifier la délibération initiale en ce qui concerne **l'objet du prêt (article 1) et la durée de déblocage des fonds** (article 2) de la manière suivante (termes indiqués en italique ci-après) :

Les autres articles restent inchangés

ARTICLE 1

Monsieur le Maire de COMBOURG 35270, expose au Conseil Municipal que **L'ASSOCIATION LA CHATEAUBRIAND** doit obtenir auprès de la BANQUE DE BRETAGNE, Agence de COMBOURG sise à COMBOURG 35270 - 4 Rue Notre Dame, un emprunt d'un montant de **150.000 Euros en principal**, destiné à financer *des travaux de construction d'une seconde salle d'une capacité de 90 places et des travaux d'aménagement et de rénovation du hall d'entrée du cinéma « LE CHATEAUBRIAND »* *sis à COMBOURG 35270, 14 Rue de Malouas pour un coût global de 680 000 euros* et dont le remboursement s'effectuera en **180 versements mensuels constants de 1.098,29 euros** à partir de janvier 2011.

ARTICLE 2

Cet emprunt sera contracté par **L'ASSOCIATION LA CHATEAUBRIAND** aux conditions suivantes :

INTERETS - REMBOURSEMENT

Intérêts : taux fixe de 3,85 % l'an pendant toute la durée du Prêt.

Durée du prêt : 180 mois (hors période d'utilisation)

Remboursement :

Période d'utilisation

La période d'utilisation aura une ***durée maximum de 12 mois*** à compter des présentes, et prendra fin à la date de la dernière utilisation du Prêt sans qu'il ne soit nécessaire d'attendre la fin de la période.

Si, au plus tard à la fin de la période d'utilisation ci-dessus définie, le Prêt n'est pas entièrement réalisé, il sera réduit au montant utilisé, sauf prorogation éventuelle de cette période accordée par la Banque.

Pendant cette période, l'Emprunteur sera redevable des intérêts décomptés (selon la méthode des nombres de 360 jours annuels et sur un mois de 30 jours), au taux ci-dessus sur le montant des réalisations effectuées au titre du présent Prêt correspondant au total des règlements effectués par le débit du compte spécial utilisation ouvert au nom de l'Emprunteur sur les livres de la Banque.

Ces intérêts seront perçus mensuellement à termes échus et pour la première fois un mois à compter de la date à laquelle aura eu lieu la première utilisation du Prêt.

Période d'amortissement

A compter de la fin de la période d'utilisation, le Prêt sera remboursable en **180 versements mensuels constants de 1.098,29 euros**, comprenant chacun une part d'amortissement ainsi que l'intérêt calculé au taux fixe ci-dessus indiqué sur le montant restant dû après chaque échéance et décompté selon la méthode des nombres de 360 jours annuels et sur un mois de 30 jours.

Le premier remboursement interviendra un mois, jour pour jour après la fin de la période d'utilisation ce qui commandera la date des autres remboursements.

ARTICLE 3

Cet emprunt doit être garanti par la caution solidaire de la Ville de COMBOURG à hauteur de 150.000 euros en principal outre intérêts, commissions, frais et accessoires.

Monsieur le Maire de COMBOURG donne lecture au Conseil Municipal de l'engagement de caution solidaire dans les termes suivants :

Déclare, es-qualités, me constituer caution solidaire et indivisible de L'ASSO LA CHATEAUBRIAND envers la BANQUE DE BRETAGNE pour l'intégralité du remboursement en principal, outre intérêts, frais et accessoires de toutes sommes que cette dernière pourrait devoir à la banque susnommée à raison du prêt de **150.000 euros**, qui fera prochainement l'objet d'un contrat, le projet de contrat ayant été transmis à la commune par la Banque de Bretagne.

Il est expressément convenu qu'es-qualités, je renonce aux bénéfices de division et de discussion.

La BANQUE DE BRETAGNE pourra exécuter mon engagement, même si l'emprunteur n'assume pas l'une quelconque des obligations contractées envers elle et même si l'emprunteur utilise à des fins non conformes à ses engagements les sommes mises à sa disposition par ladite banque.

En outre, Monsieur le Maire expose au Conseil que la commune de Combours souhaite s'impliquer dans le projet de création d'une deuxième salle de projection et de rénovation du cinéma « Chateaubriand ». En garantissant cet emprunt auprès de la Banque de

Bretagne, la commune soutient les actions culturelles et permet ainsi à la population combourgeoise de bénéficier d'une qualité de service complémentaire.

Monsieur Le Maire indique que le ratio de plafonnement, le ratio de division de risques et le ratio de partage de risques sont respectés.

ARTICLE 4

La commune pouvant être amenée à constituer des provisions pour couvrir d'éventuels risques financiers liés aux opérations de garanties d'emprunts, aussi il sera demandé à l'association « Chateaubriand » de fournir chaque année à la commune de Combourg, le bilan moral et financier de l'association après approbation de celui-ci en l'assemblée générale.

ARTICLE 5

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer l'engagement de caution solidaire pour le compte de l'ASSOCIATION LA CHATEAUBRIAND au profit de la BANQUE DE BRETAGNE pour sûreté du remboursement de l'emprunt d'un **montant de 150.000 Euros** en principal majoré des intérêts, commissions, frais et accessoires, ci-dessus indiqué et ce dans les termes de l'acte de caution tels qu'ils sont indiqués ci-dessus et dont la lecture vient de lui en être donnée, et, à cet effet, s'engage pendant toute la durée de l'emprunt à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de cet engagement de caution.

La présente délibération ainsi que l'engagement de caution seront transmis par Monsieur Le Maire de COMBOURG à Monsieur le Préfet de Département d'Ille et Vilaine dans un délai maximal de 30 jours à compter des présentes.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés (à l'exception de Madame GINGAT, Messieurs COCHARD et THEURET, qui se sont retirés pour ce vote), ACCEPTE les modifications proposées à la garantie d'emprunt accordée à l'Association LA CHATEAUBRIAND pour le prêt de 150 000 €, dans les conditions énoncées ci-dessus et DONNE POUVOIR au Maire pour signer l'acte à intervenir.

10-123) AMENAGEMENT DE RUES -VOIRIE 2009 - AVENANTS N° 1 ET N°2

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux d'**Aménagement de rues –voirie 2009**, marché à procédure adaptée, l'entreprise **SACER** de Rennes (35), titulaire du **lot n° 1 – Voirie- Bordures** - a présenté un avenant en plus value d'un montant de **8 696.79 € H.T** mentionnant :

Pour les bordures

** pose de bordures et caniveau pavés granit*

- * sablage des pavés*
- * fourniture de bordures de récupération*

Pour l'assainissement eaux pluviales

- * tranchée et pose de canalisation de branchement eaux pluviales*
- * canalisation PVC*
- * grilles concaves*

Pour la signalisation

- *Résine gravillonnée*

Pour les espaces verts

- * Bâchage espaces verts*
- * Mur de soutènement en rondins*

. Le montant du marché initial de **263 629.10 € H.T.**, soit **315 300.40 € T.T.C.**, se trouve porté à la somme de **272 325.89 € H.T.**, soit **325 701.76 € T.T.C.** (représentant une augmentation de **3.29 %**).

L'entreprise SACER a également présenté un avenant en moins-value de **16 621.33 € HT** mentionnant :

Pour le mobilier urbain

- * Fourniture et pose de butée de parking en caoutchouc fixée sur enrobé*
- * Fourniture et pose de clous*

Pour les espaces verts

- * Grilles d'arbres*
- * Arbres*

Le montant du marché initial de **263 629.10 € H.T.**, soit **315 300.40 € T.T.C.**, se trouve porté à la somme de **247 007.77 € H.T.**, soit **295 421.29 € T.T.C.** (représentant une diminution de **6.31 %**)

De ce fait le marché initial se trouve porté de 263 629.10 € H.T. à la somme de **255 704.56 € H.T.** soit **305 822.65 € T.T.C.**

Le 20 septembre 2010, ces deux avenants ont été présentés à la Commission finances qui a émis un avis favorable à l'acceptation de ces avenants.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants en plus ou moins value supérieurs à 5% sont soumis à l'approbation du Conseil Municipal, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'accepter l'avenant en moins-value de l'entreprise **SACER** de Rennes (- 6.31 %) et d'autoriser le Maire à le signer.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant précité.

10-124) MEDIATHEQUE DU PÔLE CULTUREL INTERGENERATIONNEL - AVENANT N° 1

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de la **Médiathèque du pôle culturel**», marché à procédure adaptée, l'entreprise **COREVA** de Noyal / Vilaine (35), titulaire du **lot n° 1 – Démolition- Gros Œuvre - Désamiantage** - a présenté un avenant en plus value d'un montant de **2 900 € H.T** mentionnant :

- le désamiantage de tuyaux

Le montant du marché initial de **287 386.42 € H.T.**, soit **343 714.15 € T.T.C.**, se trouve porté à la somme de **290 286.42 € H.T.**, soit **347 182.56 € T.T.C.** (représentant une augmentation de **1 %**).

Le 20 septembre 2010, cet avenant a été présenté à la Commission finances qui a émis un avis favorable à l'acceptation de cet avenant.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants en plus ou moins value supérieurs à 5% sont soumis à l'approbation du Conseil Municipal, Madame GIROUX informe le Conseil Municipal de l'avenant en plus-value de l'entreprise **COREVA** de Noyal / Vilaine (+ 1 %).

Ce point étant évoqué à titre d'information, il n'a pas fait l'objet d'un vote

10-125) SALON DES PETITS EDITEURS INDEPENDANTS « LES CONFIDENTIELS » DEMANDE DE SUBVENTION

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 8 juillet 2010, la librairie « Tournez la Page » de Combourg et l'Association « Les rives, poésie vivante » de Dingé ont demandé une aide financière de la commune pour aider au financement d'un « **salon des petits éditeurs indépendants** » qui se déroulera du 12 au 14 novembre 2010 au Lycée Chateaubriand de Combourg, en partenariat avec le Centre Culturel et le cinéma « Chateaubriand ».

Le 20 septembre 2010, cette demande de subvention a été examinée par la Commission finances qui a émis favorable à cette demande et propose de verser la somme de 500 € à l'association « les Rives ».

Madame GIROUX propose donc au Conseil Municipal de verser une subvention d'un montant de 500 € à l'association « Les Rives » dans le cadre de l'organisation du salon des petits éditeurs indépendants, cette somme étant prélevée sur le fonds de réserve des subventions.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

10-126) MODALITES DE VERSEMENT DES PARTICIPATIONS FINANCIERES ENTRE LA COMMUNE DE COMBOURG ET LE SPIR – SIGNATURE DE LA CONVENTION

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 08-151 en date du 4 novembre 2008, le Conseil Municipal a validé le remboursement par le SPIR à la commune de Combourg des frais occasionnés par la mise en œuvre des périmètres de protection, déduction faite des subventions perçues, dès juillet 2010.

Lors de la réunion du Syndicat Mixte de Production d'Eau Potable d'Ille et Rance du 20 novembre 2008, le Syndicat du SPIR s'est engagé à rembourser la commune de Combourg des frais occasionnés par la mise en œuvre de la procédure administrative.

Conformément à ces deux engagements, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la convention à intervenir entre le SPIR et la commune de Combourg concernant le remboursement des crédits engagés.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

10-127) PARTICIPATION DE L'UNION COMMERCIALE DE COMBOURG ET DE TINTENIAC POUR L'EMPLOI D'UN ANIMATEUR

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que l'UC (Union Commerciale) de Combourg et l'UCA (Union Commerciale et Artisanale) de Tinténia ont émis le souhait auprès de l'UCIAPL (Union des Commerçants, Industriels, Artisans et Professions Libérales) de l'arrondissement de Saint Malo de recruter un animateur afin de dynamiser l'action commerciale dans leurs communes.

La **CCI** (Chambre de Commerce et d'Industrie) de Saint Malo, en partenariat avec L'**UCIAPL**, sera porteur du projet et se propose de recruter un animateur sous la forme d'un contrat aidé à compter du 1^{er} octobre 2010 afin d'occuper un emploi d'animateur qui interviendrait à la fois sur la commune de Combours et de Tinténia.

La **CCI** prendra en charge le montage du dossier et une partie du financement.

Une convention est établie afin de fixer les modalités de prise en charge entre la CCI et les communes de Combours et de Tinténia. La participation de ces deux communes s'établit à 60% pour Combours et 40% pour Tinténia de la part résiduelle à charge.

Cette participation n'étant pas connue au moment du vote du budget, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de prendre la décision modificative suivante afin de régler la prise en charge financière de la commune pour les mois d'octobre, novembre et décembre 2010.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

compte	intitulé	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
022-01	Dépenses Imprévues	2 000 €	
6218	Versement à la CCI		2 000 €
TOTAL		0 €	

Madame GIROUX propose donc au Conseil Municipal :

- d'accepter la création de cet emploi aux conditions énoncées ci-dessus.
- d'autoriser le Maire à signer ladite convention.
- d'accepter la décision modificative ci-dessus

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

10-128) RENTREE SCOLAIRE 2010-2011 – MESURES DE REAJUSTEMENT

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la rentrée scolaire 2010-2011, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, après consultation du Comité Technique Paritaire de l'Education Nationale, a prononcé la mesure suivante :

Retrait d'un emploi RASED, option G, à l'école élémentaire

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-129) ECOLE MATERNELLE PUBLIQUE - VŒU POUR UNE OUVERTURE DE CLASSE

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT expose au Conseil Municipal que les effectifs importants recensés lors de cette rentrée à l'école maternelle Pauline Kergomard ont conduit à une mobilisation des parents d'élèves et à une demande d'ouverture d'une nouvelle classe. 180 enfants sont scolarisés dans six classes, soit une moyenne de 30 élèves par classe.

Parmi ces 180 enfants, quatorze ont moins de trois ans. Les enfants de moins de trois ans ne sont plus comptabilisés dans les effectifs, si bien que l'Inspection Académique apprécie la création ou la suppression de nouvelles classes au vu des seuls 166 enfants de plus de trois ans.

Monsieur le Maire s'est rendu à l'école maternelle le 10 septembre pour soutenir la demande d'ouverture de classe. Il a, à cette occasion, rencontré M. LEFORT, Inspecteur de l'éducation nationale, et les parents d'élèves. Il a par la suite rencontré l'Inspecteur d'Académie à Rennes pour réaffirmer son souhait d'une ouverture de classe, sur la base des éléments suivants :

- la commune est en plein essor, avec de nombreuses constructions en cours, ce qui devrait entraîner l'accueil de nouvelles familles et donc de nouveaux enfants scolarisés. Une vingtaine d'enfants ont ainsi été accueillis durant l'année scolaire dernière, et cette croissance devrait au minimum se maintenir ;
- il est difficile d'estimer et de maîtriser l'apport des enfants scolarisés des communes sans écoles (Lourmais, Lanrigan, Trémeheuc, Saint-Leger-des-Prés, Noyal-sous-Bazouges) qui ont elles aussi des projets de construction ;
- dans nos communes rurales où de nombreux foyers ont des revenus faibles (47% de la population ont un quotient familial inférieur à 905 euros), l'école maternelle joue un rôle d'intégration sociale particulièrement important.

Madame QUEVERT propose donc au Conseil Municipal d'émettre un vœu d'ouverture d'une septième classe à l'école maternelle.

Du débat qui s'instaure au sein de l'Assemblée Municipale émerge un regret unanime de la non prise en compte des moins de trois ans dans les critères d'effectif retenu pour la création de classe

En conséquence, le Conseil Municipal émet, à l'unanimité des membres présents et représentés, le vœu d'ouverture d'une septième classe à l'école maternelle Pauline Kergomard.

10-130) REQUALIFICATION URBAINE – ATTRIBUTION DU MARCHE DE TRAVAUX

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle que, par délibération en date du 23 Juin 2010, le Conseil Municipal a approuvé le programme de travaux, validé le DCE et autorisé M Le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.

Pour rappel, les travaux consistent à :

Désignation de tranche et option	
Tranche ferme	TERRASSEMENTS – VOIRIE – ASSAINISSEMENT EP – SIGNALISATION – ESPACES VERTS Sur les voies suivantes : -Avenue de la Libération – section comprise entre le Chemin de Bel/Air et la limite d'agglomération -Route de Lourmais dans sa partie agglomérée
Option	Réalisation d'un muret de soutènement et clôture grillagée

A cet effet, un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé au journal Ouest-France et à la plate forme e-mégalis, le 2 Juillet 2010.

15 DCE ont été retirés et 5 plis réceptionnés avant la limite de dépôt des offres fixée au Mardi 27 Juillet 2010 à 12h00.

Le Pouvoir Adjudicateur a procédé à l'ouverture des différentes propositions le Mardi 27 Juillet 2010 après midi et l'analyse a ensuite été réalisée par le cabinet A'DAO de Rennes, en charge de la maîtrise d'œuvre de ce dossier.

Il est rappelé que ce marché porte sur l'attribution de la tranche ferme, sur le choix d'une option et l'étude d'une variante.

Après l'analyse effectuée par le maître d'œuvre, et suivant l'avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du Vendredi 6 Août 2010 à 14h30, le Pouvoir Adjudicateur a décidé:

- De déclarer le marché fructueux.
- De retenir l'option proposée.
- De ne pas retenir la variante.
- D'attribuer le marché comme suit :

SACER ATLANTIQUE
14, rue Jean Le Ho
B.P. 92122
35921 RENNES CEDEX

Pour un montant de 447 835.29 € HT soit 535 611.01 € TTC, correspondant à la tranche ferme en solution de base et à l'option.

L'estimatif des travaux fait état des coûts suivants :

- Pour l'avenue de la Libération : 439 383.80 € HT soit 525 503.02 € TTC.
- Pour la route de Lourmais : 136 345.70 € HT soit 163 069.46 € TTC.

Soit un total de 575 729.50 € HT ou 688 572.48 € TTC, correspondant à la somme de la tranche ferme en solution de base et de l'option proposée.

Le montant total se situe en-dessous de l'enveloppe prévisionnelle de 22.21 %.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-131) ENTRETIEN DU MARQUAGE AU SOL DANS DIVERSES RUES – PROGRAMME 2010

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que, le 12 juillet 2010, 3 entreprises ont été contactées concernant l'entretien du marquage au sol en agglomération dans différentes rues.

Les 3 entreprises ont répondu :

- Self service 35 de Cesson Sévigné pour un montant HT de 7 621.00 €
- Signature de Cesson Sévigné pour un montant HT de 7 412.13 €
- Hélios Atlantique de Guichen pour un montant HT de 6 448.65 €

Cette consultation s'inscrit dans le cadre des marchés passés en procédure adaptée (article 28 du Code des Marchés Publics). Après étude des devis, il a été décidé de retenir l'entreprise Hélios Atlantique de Guichen pour un montant HT de 6 448.65 € soit 7 712.59 € TTC

Lors des travaux de marquage au sol, il a été repéré des endroits non sécurisés. De plus, lors de l'avancement des programmes de réfection de voirie, il a été constaté que certains marquages avaient été effacés.

En conséquence, un marché complémentaire au marché initial en procédure adaptée a été passé avec l'entreprise HELIOS ATLANTIQUE de Guichen pour un montant de 1 739.13 € HT soit 2 080 € TTC. Les prix unitaires des deux marchés étaient similaires.

Monsieur LEBRET rappelle au conseil municipal que l'ensemble des dépenses a fait l'objet d'une inscription budgétaire au BP 2010 sur la ligne 2313 – 44 – 822.

Ces deux marchés ont été présentés à la commission des finances du 20 septembre 2010.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-132) CONCOURS DES MAISONS FLEURIES – ANNEE 2010 – ATTRIBUTION DE PRIX

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 01-65 en date du 6 juin 2001, le Conseil Municipal a décidé de créer un concours local des maisons fleuries doté de prix.

Cette année, la ville a enregistré 38 inscrits (en 2009, le nombre d'inscrits était identique).

Le Jury s'est réuni par 2 fois. La première fois pour une visite des lieux, et pour effectuer des photographies des plantations et la deuxième fois pour attribuer les prix en fonction des 5 catégories retenues :

- maisons avec jardin
- fenêtres et murs.
- balcons et terrasses
- commerçants et artisans
- exploitations agricoles

Le jury propose que chacune de ces catégories soit dotée d'une enveloppe établie de la façon suivante :

- | | |
|---------------------------|-------|
| • maisons avec jardin : | 842 € |
| • fenêtres et murs : | 195 € |
| • balcons et terrasses : | 165 € |
| • Commerçants et artisans | 60 € |
| • exploitations agricoles | 130 € |

La remise des prix est prévue le vendredi 12 novembre 2010.

Madame GINGAT propose au Conseil Municipal de donner un accord de principe sur cette répartition, étant précisé que les crédits liés à cette opération ont été inscrits au budget primitif 2010.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 27 voix Pour et une abstention, ADOPTE cette proposition.

10-133) SPIR - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE – EXERCICE 2009

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT informe le Conseil Municipal que, conformément à la loi relative au renforcement de la protection de l'environnement, le Syndicat Mixte de Production d'Eau Potable d'Ille et Rance a transmis à la Commune son rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable pour l'exercice 2009.

En application de l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce rapport annuel, établi par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF), est présenté au Conseil Municipal.

S'agissant d'un rapport d'information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-134) SMICTOM - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS – EXERCICE 2009

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal qu'en vertu du décret n° 2000-404 du 12 Mai 2000 (J.O. du 14 Mai 2000), le SMICTOM des cantons de Bécherel, Combourg, Hédé et Tinténiac a établi un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

Ce rapport annuel sur l'exploitation des services publics de collecte et de traitement des ordures ménagères répond aux articles L 1411-13, L 2312-1, L 2224-5 et L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ces textes précisent que chaque Président d'Etablissement de Coopération Intercommunale, chaque Maire doit présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers avant de le mettre à disposition du public.

Ce rapport annuel d'activité de l'année 2009, joint en annexe, comprend les éléments suivants :

- l'organisation du SMICTOM
- des indicateurs techniques
- des indicateurs financiers
- les actions principales à suivre pour 2010.

Il en ressort principalement :

- 9761 tonnes de déchets ont été incinérées à l'usine d'incinération de Taden, soit une diminution de 0,64 % par rapport à 2008. Cela représente une production de 185 kg/habitant
- Grâce à la collecte sélective, 4 479 tonnes ont été recyclées, soit une diminution de 0,3 % par rapport à 2008. Le taux de refus calculé par rapport au tonnage trié est de 8,6 % alors qu'il était de 10,5 % en 2008. La performance de recyclage est de 92,11 kg par habitant soit 7,13 kg/habitant de plus que l'objectif du plan départemental 2010 (en intégrant les cartons déchèterie et les métaux issus des mâchefers).
- 9 385 tonnes de déchets ont été collectées au niveau des déchèteries, soit une hausse de 14 %. Le ratio annuel par habitant est de 178 kg.
- Au 31 décembre 2009, 18 904 bacs, propriété de Plastic Omnium, étaient en place, soit un volume de 2 876 m³ (bacs individuels et collectifs). 70 % des foyers sont équipés de bacs individuels, principalement en bac de 120 litres.
- Le coût net à la tonne s'établit à 153,51 €, soit 69,21 €/habitant.
- Globalement, le SMICTOM a traité 23 753 tonnes en 2009, soit une hausse de 1 087 tonnes par rapport à 2008 (+ 4,8 %)

Ce rapport est donc au Conseil Municipal.

S'agissant d'un rapport d'information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-135) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis le dernier Conseil Municipal, et à ce titre ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée En cours			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Offre de prix HT	Montant Total TTC
1) Fauchage, Débroussaillage – Programme 2010 <i>Suivant avis de la commission voirie du 6 Aout 2010</i>	JARDIN Patrick de Parigné MANET Pascal de Dol de Bretagne CONTIN de la Ville Es Nonais NIVOL Michel de Pleugueneuc	10 000 € 10 000 € 10 300 € 13 795.99 €	11 960 € 11 960 € 12 318.80 € 16 500.00 €
2) Reprographie DCE Requalification Urbaine	Ar Color de Combourg ADA de Rennes Tirex de Cesson Sévigné	23.41 23.49 31.98	28.00 28.09 38.25
3) Reprographie DCE – Construction d'une maison de l'enfance	Tirex de Cesson Sevigné Seven Rennes ADA de Rennes Ar Color de Combourg	17.82 21.35 33.23 44.60	21.31 25.53 39.74 53.34

La proposition retenue figure en gras dans le tableau

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-136) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour :

- 6^e alinéa « de passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes »
- 15^e alinéa « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 10.029T en date du 26 juin 2010 (**DIA n° 29**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AK n° 154p d'une superficie de 900 m² et supportant un terrain constructible
- Arrêté n° 10.030T en date du 23 juillet 2010 (**DIA n° 30**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle D n° 1095 d'une superficie de 2 802 m² et supportant un bâtiment à usage commercial
- Arrêté n° 10.031T en date du 4 août 2010 (**DIA n° 31**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AH n° 524, 526, 528 d'une superficie de 1 034 m² et supportant des parkings
- Arrêté n° 10.032T en date du 4 août 2010 (**DIA n° 32**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AI n° 167p, 229p, 230p d'une superficie de 1 585 m² et supportant un terrain constructible
- Arrêté n° 10.036T en date du 31 août 2010 (**DIA n° 33**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AK n° 118 d'une superficie de 528 m² et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.037T en date du 31 août 2010 (**DIA n° 34**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AC n° 93, 94 d'une superficie de 699 m² et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10-225 en date du 25 Août 2010 décidant d'accepter une indemnité d'assurance de 1 126,29 € de la Compagnie SMACL de Niort (candélabre endommagé rue des Longues Pierres)
- Arrêté n° 10-231 en date du 1^{er} Septembre 2010 décidant d'accepter une indemnité d'assurance de 1 300,00 € de la Compagnie MMA Assurances (véhicule accidenté immatriculé 7308 YA 35)
- Arrêté n° 10-235 en date du 6 Septembre 2010 décidant d'accepter une indemnité d'assurance de 1 505,86 € de la Compagnie SMACL de Niort (dommages électriques à l'école élémentaire)

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-137) QUESTIONS ORALES (3e trimestre)

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Une question orale a été déposée en Mairie **lundi 27 Septembre 2010 en début d'après-midi.**

Cette question a été déposée hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal.

En effet, cet article prévoit que *les Conseillers Municipaux devront déposer leur question par écrit au Secrétariat de la Direction Générale des Services, au plus tard, l'avant-veille du Conseil Municipal. Pour le cas où l'un ou l'autre, ou les deux jours qui précèdent le Conseil seraient des jours non ouvrables, fériés ou chômés, la question devra être déposée au cours de la journée qui précède ces deux jours.*

En conséquence, la question n'étant pas recevable, il n'y est pas répondu.

Elle pourra être à nouveau déposée lors d'une prochaine séance du Conseil Municipal au cours de laquelle les questions orales seront inscrites à l'ordre du jour.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 15.